

Denis FERRAND, lycée de Ribérac

Le point sur la question (destiné au professeur)

Synthèse : islam, islamisme

Rappel : « Dâr al-islâm » : le « territoire de l'islam »

L'islam est, après le judaïsme et le christianisme, la troisième grande religion monothéiste. Le Moyen-Orient reste, aujourd'hui, l'un des principaux foyers de l'islam à l'échelle mondiale avec environ 350 millions de fidèles (soit 22,2 % du total mondial). Si, à l'échelle de la région, la population est musulmane à 90 % (10 États ou entités étatiques sur 16 comptent plus de 90 %, voire plus de 95% de musulmans dans leur population), le pourcentage est plus faible dans deux États: Israël (l'État hébreu, dont l'identité est fondée sur sa judéité, compterait seulement 16,7 % de musulmans) et le Liban (les musulmans représenteraient 59,3 % de la population libanaise marquée par une profonde diversité religieuse, parfois source de tensions). Le cas de l'Égypte, qui compte officiellement 94,6 % de musulmans, est ambigu dans la mesure où l'on peut penser que le nombre de chrétiens est largement sous-estimé : la communauté copte, en particulier, compte-t-elle 7 millions de fidèles (soit 9 % de la population totale) ou 12 millions comme le pensaient ses autorités religieuses en 2008 (auquel cas, elle représenterait environ 15 % de la population totale) ?

Introduction :

Le Moyen-Orient est profondément marqué par l'islam, religion dont il est le berceau historique et dont il reste le principal centre d'impulsion. Il reste que si l'Islam est la religion de la majeure partie de la population moyen-orientale, il est aussi caractérisé par son éclatement en deux grandes familles : le sunnisme, largement majoritaire, et le chiisme ; cette division au sein d'une religion dont le nombre d'adeptes est en croissance constante à l'échelle mondiale a été et reste la source de troubles potentiels dans la région. Le Moyen-Orient a également assisté au cours du XXe siècle, et plus particulièrement depuis les années 1970, à la montée en puissance de l'islamisme, un courant politico-religieux qui connaît un succès grandissant au sein des opinions publiques et semble susceptible de déstabiliser les pouvoirs en place.

En quoi le Moyen-Orient a-t-il joué un rôle central dans l'histoire de la religion musulmane?
Jusqu'à quel point l'islam est-il un facteur d'unité pour le Moyen-Orient?
Qu'est-ce que l'islamisme et quel rôle joue-t-il sur la scène politique moyen-orientale depuis plusieurs décennies?

I. Un ou des islams

La communauté des musulmans (l'umma) a rapidement perdu son unité. La mort du prophète, en 632, ouvre assez rapidement une querelle autour de sa succession qui débouche sur le premier grand schisme au sein de l'islam entre sunnites (qui estiment que le calife ou « successeur » du Prophète peut être désigné, indépendamment de ses liens avec le Prophète, en raison de son autorité morale) et chiites (pour qui seul Ali, parent de Mahomet, est légitime pour succéder au Prophète) ; il s'agit donc au départ d'une querelle politique et non idéologique. L'une des principales divergences entre sunnisme et chiisme est leur organisation interne : contrairement aux sunnites, les chiites possèdent un clergé puissant et hiérarchisé (les imams, dont la seule fonction reconnue dans l'islam

sunnite est de diriger la prière, constituent ainsi un véritable clergé dans l'islam chiïte). Plusieurs villes sont considérées comme saintes par les musulmans qui s'y rendent en pèlerinage (une pratique préislamique intégrée par Mahomet à la nouvelle religion).

La Mecque devient une ville sainte dès 630, à la suite de sa reconquête par les troupes de Mahomet. Le nombre de pèlerins a connu d'importantes variations depuis le début des années 1980 (il a ainsi diminué de moitié entre 1981 et 1988 en raison de la guerre Iran-Irak), mais a pratiquement doublé entre 2001 et 2008 ; les musulmans originaires du Moyen-Orient représentaient environ 22 % des pèlerins en 2005 soit autant que ceux qui venaient d'Asie orientale et méridionale. Médine est également considérée comme une ville sainte depuis la mort de Mahomet puisque son tombeau s'y trouve.

Jérusalem est, quant à elle, considérée comme une ville sainte par les trois religions monothéistes. Pour les musulmans, le Dôme du Rocher situé sur l'Esplanade des Mosquées, au cœur de la Vieille Ville, est un lieu sacré puisque c'est de là que Mahomet se serait élevé vers le Ciel pour y recevoir le message de Dieu (il s'agit du « voyage nocturne » du Prophète).

Pour les musulmans chiïtes, les villes irakiennes de Nadjaf et de Kerbala sont également considérées comme des Lieux saints et, à ce titre, des lieux de pèlerinage : c'est en effet à Nadjaf que se trouve le mausolée d'Ali (cousin et gendre de Mahomet, son accession au rang de calife est à l'origine du schisme chiïte ; il fut assassiné en 661) tandis que le mausolée de Hussein, son fils et successeur, se trouve à Kerbala. La ville de Nadjaf est toujours considérée par les chiïtes comme un centre spirituel de première importance (l'ayatollah Khomeiny y a vécu en exil de 1964 à 1979 et la constitution de la République islamique d'Iran y a été largement élaborée en 1979). Aujourd'hui, les sunnites restent très largement majoritaires (90 % des fidèles environ) au sein du monde musulman comme au sein du Moyen-Orient. Les chiïtes représentent donc un courant minoritaire au sein du monde musulman mais ils sont, contrairement aux sunnites, très largement concentrés au Moyen-Orient: le principal bastion du chiïsme est l'Iran où plus de 90 % de la population adhèrent à cette branche de l'islam ; outre l'Iran, le chiïsme est majoritaire à Bahreïn (70 % de la population) et en Irak (60 à 65 % de la population qui est elle-même très majoritairement musulmane) ; au Koweït (environ 25 % de la population) et au Liban (environ 40% de la population), il représente une minorité significative. À l'échelle nationale, la coexistence entre sunnites et chiïtes peut se révéler source de tensions dans le Moyen-Orient actuel.

En Irak, les chiïtes représentent près de 65 % de la population mais ont été écartés du pouvoir, voire persécutés, notamment sous le « règne » de Saddam Hussein (1979-2003). L'Irak abrite d'ailleurs deux des principaux lieux saints du chiïsme, Nadjaf et Kerbala. Les sunnites irakiens (35 % de la population environ) ne forment pas, eux-mêmes, un groupe homogène puisqu'ils sont divisés entre Arabes et Kurdes, ces derniers représentant 15 à 20 % de la population irakienne et sont majoritairement concentrés dans une zone semi-autonome située au nord du pays. Dans les États du Golfe, le poids démographique des chiïtes est variable, allant de 10 % (dans les Émirats Arabes Unis) à 70 % à Bahreïn ; dans ce dernier État, où le pouvoir est traditionnellement détenu par les sunnites minoritaires, les chiïtes sont confrontés à une discrimination politique et économique qui est sans doute l'une des principales causes du mouvement de contestation de 2011. En Arabie Saoudite, les chiïtes représentent 10 % de la population selon des sources officielles, mais ils sont étroitement surveillés par le pouvoir sunnite dans la mesure où ils vivent majoritairement dans l'est du pays qui produit 98 % du pétrole saoudien.

Le Liban est un exemple extrême de la diversité religieuse moyen-orientale dans la mesure où sa population se divise entre sunnites (environ 20 %, bien que leur nombre soit sans doute sous évalué puisqu'il ne prend pas en compte la diaspora libanaise ni les Palestiniens réfugiés au Liban depuis la création de l'État d'Israël), chiïtes (environ 40 %) et chrétiens (environ 37 %). Cette coexistence entre les différentes communautés religieuses a d'ailleurs conditionné, depuis l'indépendance, un partage institutionnalisé des fonctions politiques: le président de la République est ainsi un chrétien

maronite (les maronites sont en effet la principale communauté chrétienne libanaise, représentant environ 30% de la population totale) alors que le Premier ministre est un musulman sunnite et le président de l'Assemblée nationale, un musulman chiite. Le Hezbollah, mouvement islamiste fondé au début des années 1980 dont l'influence politique est désormais incontournable, est également issu du chiisme. À l'échelle locale, les tensions entre sunnites et chiites ont conduit à une ségrégation spatiale. À Bagdad, par exemple, l'intervention anglo-américaine de 2003 a eu pour conséquence une polarisation croissante de la ville de part et d'autre du Tigre (une zone à majorité sunnite à l'ouest du fleuve - alors qu'une importante communauté chiite y vivait encore en 2002 une zone à majorité chiite à l'est).

II. L'islamisme, un phénomène politique majeur dans le Moyen-Orient actuel

L'islamisme est une idéologie politique qui vise à faire de l'islam la référence essentielle dans tous les domaines de la vie politique et sociale. Le slogan des Frères musulmans, le plus ancien des mouvements islamistes fondé en Égypte à la fin des années 1920, est ainsi : « Le Coran est notre constitution ».

A. Les raisons de l'émergence de l'islamisme

Il est possible d'interpréter l'émergence et la montée en puissance de l'islamisme comme une réponse, voire une réaction des sociétés du Moyen-Orient aux bouleversements politiques et socio-économiques auxquels elles ont été confrontées depuis le début du XXe siècle. D'une part, il s'agit d'une contestation des grandes orientations de la politique étrangère des dirigeants de la région, qu'il s'agisse :

- des échecs répétés face à Israël, en particulier lors de la guerre des Six-Jours en juin 1967 ou de la guerre du Kippour en octobre 1973 (la guerre des Six-Jours a ainsi affaibli l'autorité de Nasser en Égypte comme dans le reste du monde arabe ; de même, les accords de paix signés avec l'État hébreu par l'Égypte en 1978 puis la Jordanie en 1994 ont été très critiqués) ;
- du choix de l'alliance américaine, en particulier depuis la guerre du Golfe en 1990-1991. Ces choix signent, aux yeux des peuples du Moyen-Orient, l'échec du nationalisme arabe qui a marqué les années 1950 et 1960 ; les islamistes choisissent d'ailleurs, dans leur discours, de prendre clairement leurs distances avec le nationalisme et de mettre l'accent sur l'appartenance des musulmans à une communauté religieuse transnationale.

D'autre part, l'islamisme se nourrit des impasses de la gouvernance moyen-orientale sur le plan politique comme sur le plan socio-économique :

- sur le plan politique, les régimes autoritaires qui dominent dans la majeure partie de la région fournissent indirectement des arguments aux islamistes en réprimant toute dissidence (c'est ainsi par exemple que Nasser, au pouvoir en Égypte de 1954 à 1970, commence par interdire le mouvement des Frères musulmans en 1954 puis par faire exécuter son principal idéologue, Sayyid Qutb, en 1966) et en verrouillant le jeu politique (à la suite du succès politique des Frères musulmans lors des élections législatives de 2005 - bien qu'ils n'aient pas le droit de former officiellement un parti politique -, Hosni Mubarak a recours à la fraude lors des élections de 2010 afin de limiter leur influence au Parlement égyptien) ;
- sur le plan socio-économique, l'islamisme prospère en grande partie sur l'échec des politiques de développement menées depuis les années 1970 et sanctionnées par le chômage ou le sentiment de déclassement de générations nombreuses, jeunes et de plus en plus éduquées (il n'est pas très étonnant, à cet égard, que l'islamisme soit particulièrement bien ancré en milieu urbain en raison du sentiment de déracinement des nouveaux citadins) ; de

fait, les mouvements islamistes ont souvent acquis une influence réelle en organisant des réseaux d'entraide au profit des plus démunis (dispensaires, écoles, etc.), soulignant par là l'incurie des gouvernements. Enfin, l'islamisme apparaît comme une réaction face à l'occidentalisation, même superficielle, des normes politiques et sociales au Moyen-Orient. Dès 1928, en effet, l'Égyptien Hassan al-Banna (1906-1949) fonde le mouvement des Frères musulmans en dénonçant l'occidentalisation des mœurs; de même, dans les années 1960 et 1970, les dignitaires religieux chiites dénoncent la « révolution blanche » menée par le chah d'Iran dans le but de moderniser son pays.

B. Les formes de l'islamisme

Les spécialistes de l'islam contemporain comme Gilles Kepel (*La Revanche de Dieu*, Le Seuil, 1991) ou Olivier Ro (*Généalogie de l'islamisme*, Hachette, 1995) ont distingué deux formes principales d'islamisation (ou de réislamisation puisque les militants islamistes ont pour but de ramener les musulmans à une pratique de l'islam fondée sur une lecture littérale du Coran) depuis la fin des années 1970:

- la réislamisation par le haut, qui se manifeste par un certain nombre de concessions faites aux islamistes par les gouvernants : en 1980, par exemple, une réforme de l'article 2 de la Constitution égyptienne stipule que « les principes de la charia sont la source principale de la législation (Anouar al-Sadate a eu tendance, en effet, à redonner une certaine liberté d'action aux Frères musulmans dans les années 1970 dans le but de contrer les mouvements politiques de gauche) ; de même, en janvier 1991, Saddam Hussein prend des distances avec sa politique traditionnellement laïque en faisant inscrire au centre du drapeau irakien : « Dieu est grand ». Sans doute espérait-il, dans le contexte de la guerre du Golfe, se concilier le soutien de mouvements islamistes ;

- la réislamisation par le bas qui se manifeste par le retour à une pratique plus traditionnelle de l'Islam au sein des populations, qu'il s'agisse de la multiplication d'institutions religieuses (près de mille mosquées auraient ainsi été construites à Bagdad entre 1991 et 2001, écoles coraniques, etc.) ou du port du voile qui tend à se diffuser (en février 2008, sous la pression des étudiantes qui souhaitent pouvoir porter librement le voile à l'Université, le Parlement turc adopte un amendement constitutionnel dans ce sens... ce qui ne manque pas d'alimenter un vif débat dans un pays où la laïcité est l'un des fondements du système politique depuis le début des années 1920).

L'islamisme terroriste, tel qu'il a été médiatisé depuis le 11 septembre 2001 à partir des actions d'al-Qaïda (mouvement fondé en Afghanistan, à la fin des années 1980, par le Saoudien Oussama Ben Laden), ne représente qu'une frange minoritaire et extrémiste de l'islamisme : le combat de ce réseau et des mouvements qui lui sont affiliés ne se limite d'ailleurs pas au Moyen-Orient, même si un certain nombre d'attentats ont touché des pays de la région dont les gouvernements étaient jugés trop proches des Etats-Unis (par exemple les attentats d'Istanbul, en Turquie, en novembre 2003 ou de Charm el-Cheikh, en Égypte, en juillet 2005).

C. L'islamisme, enjeu de pouvoir au Moyen-Orient?

Alors que certains dirigeants multiplient les concessions aux mouvements islamistes (dès 1945, par exemple, les Frères musulmans jordaniens bénéficient de la reconnaissance officielle de la monarchie hachémite), d'autres choisissent la répression face à la montée en puissance d'un mouvement politique perçu comme un ferment de déstabilisation de leur régime :

- en Égypte, les dirigeants ont alterné entre tolérance (Anouar al-Sadate dans les années 1970) et répression (Nasser dans les années 1950 et 1960, Hosni Moubarak de 1981 à 2011). Au début des années 2000, les Frères musulmans se trouvaient toujours dans l'impossibilité de participer légalement à la vie politique et devaient se présenter en tant que candidats indépendants aux élections législatives (lors des élections législatives de 2005, ils effectuent ainsi une percée politique

spectaculaire en remportant 88 sièges au Parlement) ;

- en Syrie, Hafez al-Assad (au pouvoir entre 1970 et 2000) choisit, au début des années 1980, la confrontation directe avec les Frères musulmans en faisant adopter une loi punissant de mort l'appartenance aux Frères musulmans (1980) puis en réprimant brutalement la révolte de la ville de Hama, soutenue par les Frères musulmans, en février 1982 (la ville, dont la population est majoritairement sunnite alors que le pouvoir est aux mains de la minorité alaouite, est assiégée et bombardée pendant près de un mois : le nombre de victimes serait compris entre 20 000 et 50 000 personnes selon des estimations divergentes).

Par ailleurs, on peut constater que deux conceptions de l'islamisme s'opposent au Moyen-Orient depuis la révolution iranienne de 1979 : d'une part, un islamisme révolutionnaire porté par le régime iranien, qui a à la fois suscité l'enthousiasme dans les milieux islamistes des pays voisins et la méfiance au sein des élites de la région ; d'autre part, un islamisme conservateur porté par l'Arabie Saoudite qui a fait du wahhabisme son idéologie officielle : cet islamisme conservateur a été encouragé, dans les années 1980, par un certain nombre de pays occidentaux (dont les États-Unis) inquiets de la montée en puissance d'un Iran ouvertement anti-occidental (pour l'ayatollah Khomeiny, les États-Unis sont le « Grand Satan »). Cette rivalité entre deux islamismes peut également être interprétée comme une rivalité entre deux puissances régionales... et comme une rivalité entre sunnisme et chiisme.

Conclusion : l'islamisme aujourd'hui

Dans un certain nombre d'États ou d'entités étatiques, les mouvements islamistes ont désormais l'opportunité de s'intégrer à la vie politique. Cette évolution dont l'exemple le plus spectaculaire est peut-être l'arrivée au pouvoir en Turquie, dès 2002, de l'AKP (Parti de la justice et du développement), qui se présente comme un mouvement islamiste « modéré », conjuguée avec la situation géopolitique de la région, semble avoir produit deux tendances:

- d'une part, une certaine « banalisation » des mouvements islamistes (ainsi, le gouvernement turc dirigé par l'islamiste « modéré » Recep Tayyip Erdogan, reconduit en 2007 puis en 2011, a-t-il poursuivi la libéralisation politique du pays dans la perspective d'une adhésion éventuelle à l'Union européenne : la peine de mort, par exemple, est abolie en 2004), le discours relativement modéré que tiennent les Frères musulmans égyptiens (qui compteraient au moins 100 000 adhérents selon des estimations récentes), dans la perspective des élections législatives de novembre 2011, est emblématique de cette normalisation;
- d'autre part, une nationalisation des mouvements islamistes dont le militantisme se déroule nécessairement dans un cadre national et dont la légitimité s'est forgée, au moins dans les Territoires palestiniens (Hamas) et au Liban (Hezbollah), dans la résistance à l'occupation israélienne : cette évolution montre que l'espoir de reformer une umma unifiée ne constitue plus l'horizon politique de ces mouvements.

Les révolutions arabes de 2011 ont d'ailleurs montré, notamment dans le cas de l'Égypte, que l'islamisme n'était pas au cœur des revendications populaires (les Frères musulmans égyptiens, s'ils se sont joints à la révolte contre le régime d'Hosni Moubarak, n'en ont pas pris l'initiative).